

Zeitschrift: L'Émilie : magazine socio-culturelles
Herausgeber: Association Femmes en Suisse et le Mouvement féministe
Band: [94] (2006)
Heft: 1500

Artikel: Le féminisme : entre réflexion, revendication et méfiance
Autor: Taddeo, Corinne
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-282968>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 04.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le féminisme: entre réflexion, revendication et méfiance

Le féminisme est un mouvement aux enjeux complexes. Entre un volet théorique, qui se propose de repenser le politique et l'organisation sociale, et un volet militant, qui lutte sur le terrain contre les exclusions dont les femmes sont encore victimes, le féminisme doit en outre affronter une méfiance très répandue. Voici un rapide aperçu de quelques-uns des enjeux actuels du féminisme et des obstacles subjectifs qu'il rencontre.

Le féminisme: à la croisée des réflexions sur l'exclusion

CORINNE TADDEO

Le féminisme est un mouvement politique et social. Il a, dès ses débuts, été associé, directement ou indirectement, à d'autres mouvements de revendications, qu'elles soient sociales ou économiques. La permanence d'une ou de plusieurs formes de domination, de normes de citoyenneté conduisant à des formes plus ou moins radicales d'exclusion de la société, souligne la nécessité de lutter contre les discriminations et leur cortège de citoyen-ne-s de deuxième ou troisième zone.

Ces dernières décennies, deux grands courants ont traversé les mouvements féministes, qui peuvent être définis par les termes d'«égalitaire» et «différentialiste». Chacun de ces deux courants a proposé des solutions différentes à une même problématique, celle de la domination d'un groupe par un autre. Que l'on choisisse de la résoudre en effaçant toutes les différences ou en les revendiquant, ces deux directions ont montré leurs limites. Le genre, et toutes les études qui y sont associées, a permis d'élaborer un nouveau cadre de réflexion sur la domination et la construction sociale de figures dominantes.

L'actualité et la pertinence des questions féministes sont liées aux diverses formes de dominations – économique, politique, raciale, sociale et, évidemment, de genre – qui traversent la plupart des enjeux sociaux de nos jours. Les écueils théoriques et autres apories que le féminisme a déjà rencontrés, durant plus d'un siècle de luttes et de débats internes pourraient, peut-être, permettre de trouver des solutions plus rapidement à ces problèmes de société qui se retrouvent dans toutes les polémiques liées aux mouvements actuels de revendications.

Les victoires légales des mouvements féministes et leur difficile application met en relief la multiplicité et la complexité des discriminations. L'égalité en droit n'a pas de répercussion directe sur l'inégalité économique. Une des possibilités explorées actuellement afin de compenser ce «dommage collatéral» serait une pratique non pas «égalitaire» mais «équitable» du droit, qui tiendrait compte des situations particulières des personnes, et ce avec tous les dangers d'arbitraire que cela comporte. L'imperfection d'une telle réponse, non seulement concernant les femmes mais aussi tous les problèmes liés au multiculturalisme, entre autres, est d'une très grande importance dans nos pays. C'est sur elle que se fondera le futur de notre système politique, puisque lui-même est fondé sur le droit.



1971-2006

Le féminisme et les questions de genre sont donc l'occasion de chercher des solutions qui renforceraient nos démocraties, en facilitant la coexistence de tous, alors que celles-ci sont furieusement attaquées par toutes sortes d'idéologies basées sur l'exclusion de l'autre. Sans l'idée d'un état où tous et toutes sont égaux, le féminisme, comme toutes les luttes sociales, n'a pas de racines.

Migrantes enfin visibles

LAETITIA CARRERAS

Les travailleuses et travailleurs sans statut légal, qui sont à Genève, majoritairement des femmes, se retrouvent dans une impasse. Après les espoirs soulevés par le processus de régularisation collective et la demande du Conseil d'Etat genevois auprès du Conseil fédéral, les signaux émis par Berne annoncent un échec. Dans d'autres pays européens, les régularisations collectives ont permis, sous certaines conditions, aux travailleuses et travailleurs sans statut légal d'obtenir un permis de séjour et de travail. Nous l'avons vu dernièrement en Espagne. Les autorités fédérales prétendent que la régularisation au cas par cas, aux critères ô combien drastiques et aléatoires, est suffisante.

Le durcissement des lois sur les étrangers (LEtr) et l'asile (LAsi) va avoir comme conséquence l'augmentation du nombre de personnes sans statut légal. Parce qu'elles renforcent les discriminations à l'égard des migrant-e-s extra-européen-ne-s en général et des femmes en particulier, ces lois sont combattues par un double référendum. Deux exemples, dans la LEtr, la chasse aux mariages blancs sera renforcée et les permis hors-contingent seront limités aux migrant-e-s extra-européen-ne-s hautement qualifié-e-s. Les mariages mixtes touchent deux fois plus les femmes que les hommes d'origine étrangère. Quant aux hauts degrés de qualification, ils sont bien souvent l'apanage des hommes. Cette loi, bien qu'écrite de manière épicienne, prêterait davantage les femmes. En outre, le spectre de la loi contre le travail au noir commence, bien qu'elle ne soit pas encore appliquée, à avoir des effets (licenciements, réduction de l'offre de travail). Les personnes employeuses ont peur.

Les femmes migrantes sans statut légal sont une main d'œuvre bon marché, qui permet à l'Etat de ne pas investir davantage dans les crèches, les EMS, l'aide à domicile, voire même à imaginer réduire les subventions allouées dans ces

domaines. De plus, l'inégale répartition du travail domestique au sein des couples engendre la sous-traitance (externalisation). Aucune des revendications féministes n'est prise en compte, notamment la remise en cause du modèle actuel (réduction du temps de travail pour toutes et tous, réflexion sur les tâches que nous souhaitons ou non externaliser).

L'enjeu de la reconnaissance du secteur de l'économie domestique comme un secteur à part entière est crucial pour les femmes. Des permis de séjour et de travail devraient être accordés aux femmes qui travaillent dans ce secteur, quels que soit leur pays de provenance. L'actuelle politique migratoire profondément raciste, qui divise le monde entre migrant-e-s «inté-grables», c'est-à-dire les «bons» et les «autres» doit disparaître. Nous espérons que toute féministe, en solidarité avec les migrantes, soutient le double référendum.

Propos de non-féministes

PROPOS RECUEILLIS PAR MARYELLE BUDRY

Pacou, 27 ans, vit en communauté

Je rejette tous les termes en -iste, je ne veux pas être étiquetée et cadrée, je veux être de toutes les luttes, pas d'une seule lutte. Je suis contre la société en général, donc l'égalité de salaires m'importe peu, qu'avons-nous besoin de l'égalité dans les fausses valeurs du capitalisme ? Mais je me sens monter une rage féministe quand je vois des femmes et des hommes se plier aux rôles traditionnels. Et je me sens de mieux en mieux entre copines. Nous avons décidé de reprendre la pratique du self help, l'examen gynécologique autonome en groupe.

Mado, 27 ans, travaille dans le cinéma

Dans ma vie, je ne sens aucun malaise découlant de l'inégalité. Je sais que je dois cette situation aux luttes des féministes, mais moi, je n'ai aucune raison de revendiquer actuellement. En revanche, je me sens devenir féministe quand je voyage, en Tunisie par exemple. Même si les Tunisiennes ont obtenu le droit de vote avant les Suissesses, vous voyez, c'est complexe !

Zenia, créatrice indépendante, la cinquantaine :

Je ne suis pas militante de cette manière, je préfère agir sur des réalités sociales qui impliquent aussi bien des hommes que des femmes, mais sans militantisme politique, en agissant de l'intérieur de situations concrètes. Je n'aime pas l'idée d'un sexe se défendant/se battant contre l'autre, je n'y crois pas, je vois autant de victimes chez les hommes que chez les femmes. Je déteste la dimension revendicatrice du discours des femmes, souvent elles-mêmes privilégiées socialement, qui établissent des ghettos féminins, voire lesbiens. Je hais depuis toujours les ghettos, les fanatismes, les prosélytismes, ils sont réducteurs de la réalité, ils ne l'élargissent pas.

Rania, Mère au foyer, 38 ans

Je ne suis pas féministe, car je sais que cela demande un engagement de temps et d'énergie. Je suis d'une génération qui voit d'un mauvais œil la lutte sociale. C'est dévalorisé, parce que c'est brasser du vent inutilement, ridiculement. Il n'y a pas de mouvement social qui porte, sauf à la Boillat. Bon, toute seule dans mon coin, je trie mes déchets, je vote, j'assume le minimum citoyen. Je sais que j'ai tout eu, tout cuit, grâce aux luttes antérieures, celles de ma mère notamment. La famille a déjà donné !

Juliette, 53 ans, a élevé seule ses enfants, profession indépendante

Féministe, cela sonne comme extrémiste ! Ce terme m'évoque les femmes radicales, dures que j'ai croisées dans ma vie, comme celles de l'Anti-congrès de 1975 qui m'ont huée car j'étais venue avec un compagnon. Les femmes sont du principe yin, elles sont douces et rondes, elles complètent le yang des hommes. Les femmes doivent garder leur féminité. Je n'aime pas les termes guerriers utilisés dans le féminisme, qui donnent à penser aux hommes qu'ils sont exclus. Cela dit, je ne mets pas en cause le mouvement. J'aime beaucoup qu'il y ait des lieux d'écoute, de soutien spécifique et d'information pour les femmes. Dans mon enfance en internat religieux, on m'a élevée dans l'idée qu'un baiser sur la bouche était un péché mortel ! J'ai mis des années à me sentir bien dans ma peau. Je veux bien reconnaître les victoires des femmes, mais utilisez un autre mot !

Sara, 22 ans, étudiante

Je ne suis pas féministe, car je ne lutte pas. Personnellement, je n'ai pas encore affronté une seule situation de discrimination. Cela viendra, car je sens des différences sournoises à l'Université. Je constate qu'il n'y a que 10 % de femmes profs et que les femmes préfèrent les petits postes modestes, plutôt que de se lancer dans le milieu compétitif. Et, j'ai envie de déconstruire les rapports de domination et de revaloriser le rôle des femmes dans l'Histoire. Je vais faire mon travail de licence sur la mobilisation des femmes dans la révolution mexicaine.